

Le Québec refuse, à une forte majorité, de dégager M. King

Dans le reste du Canada, les conscriptionnistes l'emportent

Vote de non-confiance dans quatre ministres de langue française — L'esprit de parti gravement atteint dans le Québec — Le bloc français à travers le pays — L'île de Montréal donne une faible majorité de "non" — Tous les autres comtés québécois, avec trois comtés du Nouveau-Brunswick, deux comtés de l'Ontario, un du Manitoba, un de l'Alberta, ont voté "non" — Le vote militaire à venir le 5 mai peut modifier le résultat final — Comment a voté notre province

PLUS DE 540,000 ELECTEURS D'EN DEHORS DU QUEBEC VOTENT "NON"

Les "oui" l'emportent sur les "non" au plébiscite d'hier par 2,593,189 voix contre 1,473,271; soit une majorité d'environ 1,120,000 voix. Reste à venir, le vote militaire, d'ici le 5 mai. La réponse affirmative hors du Québec est considérable. Elle est faible dans le Québec, où les "non" atteignent presque 71.5% des voix gagnées. Dans tout le pays, plus de 36% ont voté "non". Nombreuses abstentions, en Ontario, à ce que l'on peut déjà savoir. Tous les chiffres suivants seront plus ou moins à réviser demain.

LES RESULTATS D'ENSEMBLE

Le premier et le plus grave résultat du plébiscite King, c'est d'avoir irrémédiablement divisé le pays: les Canadiens français et les Acadiens d'un côté, contre toute politique de service militaire obligatoire outre-mer, ainsi que pourrait le vouloir le gouvernement King; de l'autre côté, les Anglo-Canadiens en grande majorité, assistés des Juifs et de certains éléments étrangers immigrés au Canada plus ou moins récemment. Et encore, dans plusieurs régions de l'Alberta et de la Saskatchewan, on aura vu que plusieurs milliers d'immigrés ont voté d'accord avec les Canadiens français. Un peu partout, au cours de la soirée d'hier, on a pu constater, au fur et à mesure que les détails arrivaient que, partout au pays où il y a des groupes de langue française, il y a eu des votes négatifs en nombre important. M. King a nettement divisé le pays entre les deux éléments, dans la plupart des comtés canadiens. Sa politique d'unité nationale a fait faillite. S'il n'y avait eu le plébiscite, on aurait pu en douter. Avec le plébiscite, il en a fait la preuve.

La seconde démonstration du plébiscite King, c'est que le bloc de langue française est plus solide que jamais. Malgré les objurgations des chefs libéraux québécois, leurs comtés eux-mêmes ont donné la plus fraîche réception possible à leurs appels en faveur d'un vote affirmatif. MM. Cardin et Saint-Laurent ont été écartés par leurs électeurs qui ont voté en bloc "non"; ainsi, dans Richelieu-Verchères, comté de M. Cardin, il y a eu 13,185 "non" contre 3,992 "oui", soit une majorité de plus de 9,000 voix contre l'attitude du ministre des Transports et Travaux publics; dans le comté de Québec-Est, où M. Saint-Laurent fut élu il n'y a guère que deux mois à une majorité atteignant les 4,000, il y a eu hier 22,846 réponses négatives contre 3,277 affirmatives, soit une majorité négative de plus de 19,500 voix. De même M. Power, autre ministre québécois, qui avait fait, celui-là, des promesses anticonscriptionnistes comme et avec M. Cardin, alors que M. Saint-Laurent n'en voulait jamais faire, a vu son comté mixte de Québec-Sud donner 12,258 votes négatifs contre 8,484 affirmatifs, soit une majorité négative de près de 3,900 voix. M. Michaud, ministre de langue française du Nouveau-Brunswick (Restigouche-Madawaska), avait aussi demandé à ses électeurs acadiens et madawaskiens de voter "oui". Ils ont répondu par 10,420 "non" contre 7,016 "oui", soit une majorité négative de 3,400 voix. C'est dire qu'aucun des ministres de langue française du pays n'a obtenu le moindre appui important de ses électeurs; pas plus du reste que la masse des députés français qui ont conseillé prudemment à leurs électeurs, et de loin, pour la plupart d'entre eux, de voter "oui". Les électeurs ne les ont pas écoutés. En fait, hors de l'île de Montréal où il y a un fort élément anglais ou étranger, surtout des Juifs, qui ont voté presque en bloc "oui", le Québec n'a pas donné un comté affirmatif. Hors du Québec, il y a trois comtés à majorité négative, au Nouveau-Brunswick, soit Gloucester (le docteur Véniot, député, avait prédit que les Acadiens voteraient contre tout projet de service obligatoire hors du pays) où elle atteindra 2,000 voix, et Restigouche-Madawaska (M. Michaud, ministre) où elle est d'environ 3,400 voix et Kent, de 2,925. En Ontario, les comtés français de Prescott (Elie Bertrand, député) et de Russell (Alfred Goulet, député) ont donné, le premier, près de 5,400 voix, et le second, environ 2,500 voix de majorité négative. De même, au Manitoba, le comté en partie français de Provencher (Jutras, député) a donné 1,000 voix de majorité négative et, en Alberta, celui de Vegreville (Hlynka, député) en partie ukrainien et en partie français, a donné une majorité négative d'environ 2,500 voix.

La troisième démonstration, c'est que si les partisans du "oui" l'emportent, ils n'ont pas eu dans les provinces de langue anglaise les énormes majorités qu'ils s'attendaient d'avoir. Dans aucune des Provinces Maritimes, ils ne comptaient que les votes négatifs atteindraient une proportion supérieure à 15% dans l'ensemble. Or il y a eu pour le bloc maritime moyenne de 22.5% dans l'ensemble. Ils estimaient que le Québec se diviserait dans la proportion de 60% "non" et 40% "oui", au maximum; la proportion a été de 71.2% en faveur des "non". Leurs calculs quant à l'Ontario ont été plus ou moins justes. Ils calculaient 13% "non", il y en a eu 16.1%. Ils ne donnaient aux "non" que 12 à 13% au Manitoba, il y en a eu presque 20% (exactement 19.5). La Saskatchewan les a déçus, car ils ne comptaient que 17 à 18% de votes négatifs, il y en a eu 26.6%. De même, en Alberta, il y en a eu 27.1% quand ils disaient qu'il y en aurait au maximum 15 à 20%. La Colombie canadienne, aux dernières nouvelles, a donné presque 20% de votes négatifs (soit au juste 19.6) quand les partisans du "oui" n'en concédaient que 12 à 14% au plus. Quant au Yukon, le vote négatif, jusqu'ici, y est proportionnellement plus fort que n'importe où hors du Québec, car il dépasse 31.7%. Dans l'ensemble du Canada, le vote civil donnait à 10 heures 30 ce matin la proportion

suivante: 63.7% "oui", 36.3% "non". Si l'on se rappelle que la proportion numérique des Canadiens de langue française au pays est d'environ 30% au recensement de 1941, et qu'environ 5% de cet élément a dû voter "oui" pour rester fidèles aux "fortes lignes" du parti libéral, il est évident que 10 ou 11% du vote d'origine non française est allé du côté "non".

COMMENT LE QUEBEC VOTA

On doit diviser le vote québécois en deux grandes zones: celle de l'île de Montréal, qui a donné dans l'ensemble une assez faible majorité de voix négatives par suite du vote en bloc de l'élément de langue anglaise réuni à celui de l'élément juif, et la zone provinciale extérieure qui a donné une forte proportion de votes négatifs. Ainsi Cartier (Bercovitch, député) dans la première zone, comté peuplé en grande partie de Juifs et de gens de langue anglaise, a donné 29% de "non", Mont-Royal (Whitman, député) en presque totalité anglo-juif, a donné 18% de "non", Outremont (Vien, député), comté de population mixte, a donné 39% de "non", Saint-Laurent-Saint-Georges (Claxton, député), 19%, Saint-Antoine-Westmount (Abbott, député) 41%, Laurier (Ernest Bertrand, député) 43% de "non", Jacques-Cartier (Marier, député), — c'est devenu un comté mixte par suite des industries de guerre, — 45%, Sainte-Anne (Healy, député), comté irlandais en majorité, 41%, et Verdun (Côté, député), population tournant à l'anglais, 37% de "non", soit neuf comtés de population plus ou moins mixte, sur un total de 16 dans l'île de Montréal, votant en majorité "oui"; les sept autres comtés, où prédomine la population française, en proportion plus ou moins forte, ont donné des majorités de "non", variant de 58% (Maisonnette-Rosemont) à 77% (Sainte-Marie), et à 77% pour Hochelaga aussi (Eudes, député). Saint-Jacques, le comté le plus peuplé de l'île de Montréal (Durocher, député) a donné 76% de votes négatifs.

Dans la zone comprenant toute la province, sauf l'île de Montréal, le vote négatif domine partout. Dans la Beauce (Edouard Lacroix, député) il a été de 97%, soit le plus fort de la province. Il dépasse 90% dans plus de 20 comtés, dont Témiscouata, Bellechasse, Berthier, Champlain, Châteauguay, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Dorchester qui égale la Beauce dont il est voisin (97%, Tremblay, député), Drummond-Arthabaska, Joliette-l'Assomption-Montcalm, Kamouraska (96%, Lizotte, député), Labelle, Lac-Saint-Jean-Roberval, Lévis (Bourget, député), Lotbinière, Matapédia-Matane, Mégantic-Frontenac, Montmagny-l'Islet, Nicolet-Yamaska, Portneuf (95%, Gauthier, député), Québec-Ouest-Sud (Parent, député, 91%), Saint-Maurice-Lafleche (Crête, député, 90%), Témiscouata (95%, Pouliot, député); dans Beauharnois-Laprairie (Raymond, député) il est à 89%, malgré la présence d'un élément de langue anglaise à Valleyfield et en différents autres endroits du comté; il est à 88% dans Laval-Deux-Montagnes (Lacombe, député); et les trois comtés les plus faibles en proportion de "non", — Argenteuil, Québec-Sud (Power, député), et Wright, — ont donné 59% de votes négatifs. Les comtés les plus opposés à libérer le gouvernement de ses promesses ont été les comtés ayant la plus forte proportion de langue française. Et cela est très concluant. "Jamais", a dit M. Lapointe.

ET L'ESPRIT DE PARTI ?

La dernière conclusion à tirer de tout cela, — outre le fait qu'il y a eu 540,000 "non" hors du Québec, soit 1/3 du vote négatif, — c'est que chez nous l'esprit de parti vient de recevoir un rude coup, qui peut-être le paralysera en grande partie, à l'avenir. En effet, tous les députés libéraux québécois qui ont voté "non" au Parlement, se séparant de leur parti, ont vu leurs électeurs les appuyer en masse, malgré la campagne faite pour un vote de confiance en M. King et l'équivoque que celui-ci laissa planer, ainsi que de ses ministres de chez nous, sur cette question de confiance. Les électeurs québécois de langue française en particulier ont démontré que devant une crise, ils n'hésitent pas à abandonner leur parti malgré les supplications à la Cardin et les radio-causeries à la Vien. "Radio-Canada" bloqué, la presse immobilisée presque au complet, les électeurs ont néanmoins vite vu, renseignés qu'ils furent par la campagne faite à la radio et dans quelques journaux par un groupe d'hommes libres et par la "Ligue pour la Défense du Canada", que le gouvernement faisait fausse route en prétendant se faire autoriser par les provinces à rompre un contrat avec le Québec. C'est que le parti qui demanda la répudiation de ses engagements a dénoncé, de 1917 à 1940 inclusivement la conscription pour service outre-mer. Le public de chez nous a été dégoûté de la volte-face ou de la timidité peureuse des députés et des hommes qui parlèrent si longtemps ainsi et qui soudain ont fait un tête-à-queue qui ne les honore point. L'esprit de parti instillé et cultivé parmi nos gens leur a tout d'un coup paru être un violent toxique et ils l'ont expulsé violemment. Les seuls qui ont flotté sur la vague populaire, ce sont les "Onze" qui honorèrent leur parole d'honneur et qui tiendront, au Parlement, une place importante, à cause de la masse des électeurs qui leur a donné hier le plus éclatant témoignage de confiance qui soit. Pour eux, ce fut tout à fait cela. Pour les autres et pour le gouvernement et ses ministres? Témoignage de méfiance, de défiance même. "Je me souviens", a dit le Québec. — G. P.